



## **ASIE/MYANMAR - Viol ethnique et torture dans une église : l'horreur pour les minorités kachines**

Naypidaw (Agence Fides) – Une femme d'ethnie kachine a été violée et torturée par des militaires birmanes dans une église à la frontière entre le Myanmar et la Chine. L'horrible épisode, intervenu au début du mois de mai mais connu seulement maintenant, est raconté par la communauté locale d'ethnie kachine et est parvenue à l'Agence Fides par l'intermédiaire de l'organisation Christian Solidarity Worldwide (CSW) qui suit la situation du conflit en cours dans le nord du Myanmar. La femme en question, âgée de 48 ans, était demeurée seule dans un village abandonné par l'ensemble de ses habitants se trouvant dans une zone de combat. Les militaires de l'armée birmane l'ont trouvée alors qu'elle s'était réfugiée dans une église. Là, ils l'ont battue, blessée à l'arme blanche, dépouillée de ses vêtements et violée pendant trois jours avant de quitter le village. Le 4 mai, la femme a été retrouvée par les habitants du village et conduite à l'hôpital où elle est arrivée dans un profond état de choc.

La Kachin Women Association (KWA), association des femmes kachines, ayant son siège en Thaïlande, continue à signaler des viols perpétrés par des militaires sur des femmes appartenant aux minorités ethniques.

L'organisation Christian Solidarity Worldwide (CSW) qui, au cours des mois derniers, a visité le nord du Myanmar, a attesté l'existence de différents cas. En particulier, le cas de Sumlut Roi Ji, femme kachine violée qui a ensuite disparue, a été porté devant la Cour Suprême de Naypidaw, la nouvelle capitale du pays. La Cour a cependant repoussé toutes les accusations portées contre l'armée birmane. Un porte-parole de la KWA a déclaré : « Le message de la Cour Suprême est clair : l'armée birmane peut violer et tuer impunément les femmes appartenant aux minorités ethniques ».

Des organisations non gouvernementales et des groupes de défense des droits humains continuent à donner l'alarme à propos des crimes perpétrés par l'armée birmane à l'encontre des minorités ethniques, en particulier celle des kachins. « Si le processus de réformes engagé par le Président Thein Sein est authentique – affirme CSW – l'armée doit mettre fin aux violences sur les civils. La communauté internationale doit continuer à faire pression sur le Président Thein Sein afin de faire avancer le processus de paix avec les minorités ethniques ».

De nombreux cas de violences perpétrées par les militaires sur les femmes et les civils kachins ont été reportés également dans le cadre du rapport diffusé à la fin du mois de mars par l'ONG Human Rights Watch intitulé « Misères non dites : abus en temps de guerre et évacuations forcées dans l'Etat birman Kachin ». Depuis le début du conflit, en juin 2011, le nombre des évacués kachins a été de 75.000 environ. (PA) (Agence Fides 21/05/2012)